



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 61.677/2
du 10 juillet 2017

advies 61.677/2
van 10 juli 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
3 juillet 1996 portant exécution
de la loi relative à l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités, coordonnée le
14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
3 juli 1996 tot uitvoering van
de wet betreffende de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 13 juin 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juillet 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juillet 2017.

*

Op 13 juni 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht, binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juli 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juli 2017.

*

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Ainsi que le précise la note au Comité de l'assurance du 15 avril 2016 et la note à la Commission nationale médico-mutualiste du février 2016, le projet d'arrêté royal examiné

« a pour objet de remédier à une situation juridique instable qui risque d'hypothéquer les décisions du Groupe de Direction de l'accréditation si elle n'est pas corrigée ».

En effet, notamment dans un arrêt *Naome*, n° 210.067, du 23 décembre 2010 du Conseil d'État, il a été constaté ce qui suit :

« Considérant que, saisie d'une demande d'avis sur le projet appelé à devenir l'arrêté royal du 20 décembre 2007 modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ayant pour objet de régler l'accréditation des praticiens de l'art dentaire, la section de législation du Conseil d'État a donné, le 5 décembre 2006, un avis L 41.805/1 dans lequel on peut lire notamment ce qui suit :

'Observations générales

1. Plusieurs dispositions du projet attribuent des pouvoirs réglementaires au Groupe de direction Promotion de la qualité.

À cet égard, il faut rappeler que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public, en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que toute forme de contrôle parlementaire direct fait alors défaut. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État. Échappent à cette interdiction de principe : les délégations limitées qui, en outre, sont à ce point techniques que l'on peut considérer que les organismes qui devront appliquer la réglementation en question sont les mieux placés pour mettre celle-ci au point en connaissance de cause et pour exercer la compétence ainsi déléguée. En aucun cas, les délégations de pouvoir réglementaire ne peuvent toutefois être autorisées lorsqu'elles concernent des parties essentielles de la réglementation en question.

Étant donné que le pouvoir réglementaire attribué dans les dispositions précitées au Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire concerne des aspects essentiels du règlement en projet, les délégations prévues ne peuvent s'appliquer et le règlement des matières visées doit – du moins pour l'essentiel – demeurer dévolu au Roi.

2. Pour l'agrément des organisateurs d'activités de formation complémentaire, l'agrément des organisateurs de sessions de peer-review, l'agrément des activités de formation complémentaire et de sessions de peer-review, ainsi que pour l'octroi de l'accréditation par le Groupe de direction Promotion de la qualité de l'art dentaire, le projet ne comporte aucune disposition relative à la procédure à suivre. C'est également le cas en ce qui concerne les décisions du Groupe de direction précité relatives à des avertissements à donner, à la suspension d'un organisateur, à la suspension de l'octroi des honoraires forfaitaires d'accréditation ou à la suspension de l'accréditation.

Il est recommandé de compléter le projet par l'insertion des règles de procédure pour les matières précitées ;

qu'il ressort par analogie de cet avis qu'un organe tel que le groupe de direction de l'accréditation visé à l'article 122*quater* de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne peut se voir attribuer la compétence de fixer, par voie réglementaire, les règles relatives à l'accréditation des médecins que dans une mesure très limitée ;

Considérant que l'article 122*quater* de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne confère au groupe de direction de l'accréditation aucun pouvoir réglementaire ; que c'est cependant sur le fondement de cette disposition que ce groupe a fixé, par voie réglementaire, le délai d'accréditation à trois ans, délai dans lequel les conditions d'accréditation doivent être remplies pour en obtenir la prolongation ; qu'il ne peut être reproché à la requérante de ne pas se plier aux 'Conditions' relatives à l'accréditation adoptées par le groupe de direction de l'accréditation ; que celles-ci étant dépourvues de base légale, il n'en peut être fait application ; [...] ».

2. L'arrêté en projet a pour objet de modifier l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' afin d'y insérer les règles relatives aux conditions et à la procédure d'accréditation, conformément à l'article 36*bis*, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994. Plusieurs dispositions du projet, à savoir les articles 122*octies*/1^{er} (lire : 122*octies*/1 dans la version française), §§ 1^{er} et 3, 122*octies*/2, §§ 1^{er} et 2, 122*octies*/4 et 122*octies*/6, alinéa 1^{er}, en projet, confient néanmoins une compétence de nature réglementaire à la Commission nationale médico-mutualiste.

Ces dispositions contiennent des habilitations qui ne peuvent être confiées à un organisme public, dépourvu de responsabilité politique devant la Chambre des Représentants, et doivent en conséquence être confiées au ministre.

Le projet sera revu en conséquence.

3. Les observations particulières qui suivent sont formulées sous réserve des observations générales qui précèdent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre le mot « Notamment » ¹.

Dans la version française du même alinéa, le mot « dans » sera remplacé par le mot « par ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 27, b), note de bas de page n° 61.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. À l'article 1^{er} du projet, les mots « le titre » seront chaque fois remplacés par les mots « l'intitulé ».
2. Au même article, les mots « du chapitre I^{er} du titre II » seront insérés entre les mots « de la section XIV » et les mots « de l'arrêté royal ».

Articles 2 à 4

Le dispositif est la partie de l'acte qui contient les règles modifiant l'ordonnancement juridique².

Les articles 2 et 3 du projet ne contiennent pas en tant que tels des dispositions réglementaires modifiant l'ordonnancement juridique mais n'ont pour seul objet que d'explicitier la réorganisation de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 en fonction des modifications que le projet examiné y apporte.

Les articles 2 et 3 ne peuvent pas être admis au sein du dispositif du projet dès lors qu'ils n'ont, tels qu'ils sont rédigés, aucune portée normative.

La réorganisation de la section XIV peut être traduite de la manière suivante :

1° Il convient d'abord de remplacer les articles 2 et 3 du projet par les dispositions suivantes :

Art. 2. « Entre l'intitulé de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, et le sous-titre 'A. Organes d'accréditation pour médecins', inséré par le même arrêté royal, il est inséré une sous-section 1, intitulée 'Sous-section 1. Accréditation des médecins' ».

Art. 3. « Au sein de la sous-section 1 insérée par l'article 2, il est inséré, après l'article 122octies du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 avril 2001, un sous-titre B, intitulé 'B. Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins', l'actuel sous-titre B ('Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire') devenant la sous-section 2, intitulée 'Sous-section 2. Organes d'accréditation pour praticiens de l'art dentaire', de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté ».

2° Il y a lieu, ensuite, de rédiger la phrase liminaire de l'article 4 comme suit :

« Au sein du sous-titre B ('Conditions et procédures pour l'accréditation individuelle des médecins') de la sous-section 1 de la section XIV du chapitre I^{er} du titre II du même arrêté, inséré par l'article 3, sont insérées les dispositions suivantes : ».

² *Ibid.*, recommandation n° 44.

Ceci étant, il appartient à l'auteur du projet d'envisager l'adoption, pour l'accréditation des praticiens de l'art dentaire, de dispositions dont l'objet est similaire à celui du projet.

Article 4

Article 122octies/1^{er} 3 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les points seront remplacés par une énumération ⁴ ;
2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la version française, les deux points seront supprimés. Cette observation vaut également pour l'alinéa 3.
3. Au paragraphe 2, les mots « sont et » seront omis. Dans la version française, le mot « en » sera remplacé par le mot « d' ».

Article 122octies/2 en projet

1. La subdivision de l'article 122octies/2 en paragraphes sera abandonnée dès lors que chaque paragraphe ne contient qu'un alinéa ⁵.
2. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, l'abréviation « l'art. » sera remplacée par les mots « l'article ». Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 122octies/3 en projet

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots « d'une durée de 12 mois » seront omis.
2. À l'alinéa 2, le mot « précédent » sera chaque fois remplacé par le mot « 1^{er} ».

Article 122octies/5 en projet

1. Observations relatives à l'ensemble de l'article :
 - a) les mots « [l]es périodes d'accréditation sont accordées selon les modalités suivantes » seront omis.

³ Dans la version française, il y a lieu d'écrire « article 122octies/1 », comme dans la version néerlandaise.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 58.

⁵ *Ibid.*, recommandation n° 57.3.

b) il n'est pas utile de donner un intitulé à une subdivision d'un article ⁶ ; partant, les intitulés des paragraphes 1^{er} à 5 de l'article 122octies/5 en projet seront omis.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er} :

a) les points « 1. » et « 2. » seront omis ;

b) à l'alinéa 1^{er}, les mots « demande de démarrage » seront remplacés par les mots « demande d'accréditation de début d'activité » ; cette observation vaut pour l'ensemble du paragraphe 1^{er} ;

c) au même alinéa, les mots « qui suit l'obtention de leur agrément » seront omis de la version française ;

d) à l'alinéa 3, dans la version française, le mot « après » sera remplacé par les mots « suivant leur agrément » ;

e) au même alinéa, le mot « de » sera inséré entre les premiers mots « formation complémentaire ou » et les mots « cette activité professionnelle » ;

f) au même alinéa, les mots « d'accréditation » seront insérés entre les mots « également la demande » et les mots « de début d'activité susmentionnée » ;

g) à l'alinéa 4, il est prévu que la période d'accréditation commence « le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel le Service a reçu la demande d'accréditation et l'arrêté d'agrément » ; il s'agit, d'après les informations obtenues auprès du délégué de la Ministre, de conditions cumulatives ; cette précision doit apparaître dans le texte du projet, d'autant qu'un médecin peut introduire une demande d'accréditation à partir du jour de sa demande d'agrément, c'est-à-dire alors que l'arrêté d'agrément n'est pas encore adopté ;

h) à l'alinéa 5, de l'accord du délégué, il y a lieu de renvoyer uniquement au paragraphe 1^{er}, alinéa 3.

3. En ce qui concerne le paragraphe 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « qui ne répondent pas aux conditions définies au § 1^{er} » seront remplacés par les mots « qui ne se trouvent pas en début d'activité au sens du paragraphe 1^{er} » ;

b) à l'alinéa 3, les mots « pour les médecins établis » seront insérés entre les mots « [l]'accréditation » et les mots « est accordée »

4. En ce qui concerne le paragraphe 3 :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « Une » sera remplacé par le mot « La » ;

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 57.4.

b) au même alinéa, les mots « accordée en vertu du § 1^{er}, du § 2, du § 4 ou du présent paragraphe » seront omis.

5. En ce qui concerne le paragraphe 4 :

a) à l'alinéa 3, les mots « n'étaient pas » seront remplacés par les mots « ne sont pas » ;

b) en outre, interrogé à propos de l'organe visé à l'article 122octies/5, § 4, alinéa 5, le délégué de la Ministre a confirmé qu'il s'agit de la Commission de recours. Or, celle-ci ne peut pas être saisie d'une demande d'accréditation ; elle ne statue que sur les recours contre les décisions du Groupe de direction de l'accréditation, conformément à l'article 122octies, § 4, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ; remplacer les mots « Toute demande soumise » par les mots « Tout recours soumis » permettrait d'éviter la contradiction entre l'alinéa en projet et l'article 122octies, § 4, précité.

6. En ce qui concerne le paragraphe 5 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « Par dérogation au § 3 et au § 4, » seront omis ;

b) au même alinéa, les mots « qui bénéficient d'une pension » seront remplacés par les mots « qui sont admis à la pension » ;

c) au même alinéa, les mots « une demande de pension » seront remplacés par les mots « une demande d'admission à la pension » ;

d) à l'alinéa 2, les mots « Cette prolongation d'une accréditation en cours accordée en vertu du § 1^{er}, du § 2 ou du § 3 ou un renouvellement » seront remplacés par les mots « La prolongation ou le renouvellement d'une accréditation, visés à l'alinéa 1^{er} » ;

e) au même alinéa, les mots « en outre, » seront omis ;

f) au même alinéa, le mot « étaient » sera remplacé par le mot « sont » ;

g) à l'alinéa 3, les mots « n'étaient pas » seront remplacés par les mots « ne sont pas » ;

h) à l'alinéa 5, les mots « visés à l'alinéa 1^{er} » seront insérés entre les mots « le renouvellement de l'accréditation » et les mots « est accordé ».

Article 122octies/6 en projet

L'auteur du projet confond, dans la version française de l'article 122octies/6 en projet, les causes de suspension et les causes d'exemption de l'accréditation. Pour plus de clarté, dans la version française de l'article 122octies/6, alinéa 1^{er} et 2, en projet, les mots « d'exemption » seront chaque fois remplacés par les mots « de suspension ».

Si l'auteur du projet souhaite prévoir des causes d'exemption à l'obligation d'accréditation, il doit le prévoir dans une disposition indépendante de l'article 122octies/6 en projet.

Article 122octies/7 en projet

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il apparaît contradictoire d'attendre le mois qui suit la fin d'une période d'accréditation pour déchoir son titulaire du droit d'en bénéficier. La règle de principe devrait être que la déchéance prend cours le lendemain du jour où la déclaration de déchéance est notifiée au médecin concerné.

Par contre, en ce qu'il est prévu qu'une déclaration de déchéance peut avoir une portée rétroactive, elle porte nécessairement atteinte aux droits acquis. Partant, afin d'éviter toute rétroactivité à la déclaration de déchéance, à l'alinéa 2, les mots « et elle peut être fixée de manière rétroactive sans porter préjudice aux droits acquis » seront omis.

2. Le paragraphe 2 en projet n'a pas le même objet que le paragraphe 1^{er} et doit faire l'objet d'un article distinct, numéroté 122octies/8. À suivre cette observation, la mention « § 1^{er} » sera omise.

3. Au même paragraphe devenant l'article 122octies/8, les mots « un accord total ou partiel » seront remplacés, dans la version française, par les mots « une accréditation totale ou partielle ».

Article 122octies/8 en projet

L'article 122octies/8 en projet rend les dispositions du projet relatives à la procédure d'accréditation applicables « mutatis mutandis aux pharmaciens-biologistes dont le numéro INAMI débute par 68 ».

L'article 36bis, § 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, qui constitue le seul fondement juridique de l'arrêté en projet, dispose notamment que « Le Roi détermine [...] les conditions et la procédure suivant lesquelles une réglementation en matière d'accréditation de certains médecins est instaurée ».

Il s'ensuit que cette disposition ne vise que les règles d'accréditation de certains médecins et non les pharmaciens-biologistes.

Interrogé sur ce point, le délégué de la Ministre a admis qu'aucune base juridique ne permettait de rendre les règles prévues dans le projet d'arrêté royal applicables aux pharmaciens-biologistes, même si, dans les faits, ces derniers étaient assimilés depuis plusieurs années à des médecins.

Quoi qu'il en soit, à défaut de base juridique, la réglementation en projet ne peut pas être rendue applicable aux pharmaciens-biologistes.

L'article 122octies/8 en projet sera omis.

Article 6

Même si, actuellement, c'est la même ministre qui a dans ses attributions la Santé publique et les Affaires sociales, il y a lieu, conformément à l'article 36bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, de rédiger l'article 6 comme suit :

« Les ministres qui ont la Santé publique et les Affaires sociales dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

*

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In de nota aan het Verzekeringscomité van 15 april 2016 en in de nota aan de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen van februari 2016, wordt aangaande het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit het volgende gesteld:

“Het ontwerp van koninklijk besluit in bijlage heeft tot doel om een onstabiele rechtstoestand te verhelpen die de beslissingen van de Accrediteringsstuurgroep op het spel dreigt te zetten als hij niet wordt gecorrigeerd.”.

Met name in het arrest *Naome*, nr. 210.067 van 23 december 2010 van de Raad van State, is immers vastgesteld wat volgt:

“Considérant que, saisie d’une demande d’avis sur le projet appelé à devenir l’arrêté royal du 20 décembre 2007 modifiant l’arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, ayant pour objet de régler l’accréditation des praticiens de l’art dentaire, la section de législation du Conseil d’État a donné, le 5 décembre 2006, un avis L 41.805/1 dans lequel on peut lire notamment ce qui suit :

‘Observations générales

1. Plusieurs dispositions du projet attribuent des pouvoirs réglementaires au Groupe de direction Promotion de la qualité.

À cet égard, il faut rappeler que l’attribution de compétences réglementaires à des organismes publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public, en ce qu’il est ainsi porté atteinte au principe de l’unité du pouvoir réglementaire et que toute forme de contrôle parlementaire direct fait alors défaut. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d’État. Échappent à cette interdiction de principe : les délégations limitées qui, en outre, sont à ce point techniques que l’on peut considérer que les organismes qui devront appliquer la réglementation en question sont les mieux placés pour mettre celle-ci au point en connaissance de cause et pour exercer la compétence ainsi déléguée. En aucun cas, les délégations de pouvoir réglementaire ne peuvent toutefois être autorisées lorsqu’elles concernent des parties essentielles de la réglementation en question.

Étant donné que le pouvoir réglementaire attribué dans les dispositions précitées au Groupe de direction Promotion de la qualité de l’art dentaire concerne des aspects essentiels du règlement en projet, les délégations prévues ne peuvent s’appliquer et le règlement des matières visées doit – du moins pour l’essentiel – demeurer dévolu au Roi.

2. Pour l’agrément des organisateurs d’activités de formation complémentaire, l’agrément des organisateurs de sessions de peer-review, l’agrément des activités de formation complémentaire et de sessions de peer-review, ainsi que pour l’octroi de l’accréditation par le Groupe de direction Promotion de la qualité de l’art dentaire, le projet ne comporte aucune disposition relative à la procédure à suivre. C’est également le cas en ce qui concerne les décisions du Groupe de direction précité relatives à des avertissements à donner, à la suspension d’un organisateur, à la suspension de l’octroi des honoraires forfaitaires d’accréditation ou à la suspension de l’accréditation.

Il est recommandé de compléter le projet par l'insertion des règles de procédure pour les matières précitées ;

qu'il ressort par analogie de cet avis qu'un organe tel que le groupe de direction de l'accréditation visé à l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne peut se voir attribuer la compétence de fixer, par voie réglementaire, les règles relatives à l'accréditation des médecins que dans une mesure très limitée ;

Considérant que l'article 122^{quater} de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne confère au groupe de direction de l'accréditation aucun pouvoir réglementaire ; que c'est cependant sur le fondement de cette disposition que ce groupe a fixé, par voie réglementaire, le délai d'accréditation à trois ans, délai dans lequel les conditions d'accréditation doivent être remplies pour en obtenir la prolongation ; qu'il ne peut être reproché à la requérante de ne pas se plier aux 'Conditions' relatives à l'accréditation adoptées par le groupe de direction de l'accréditation ; que celles-ci étant dépourvues de base légale, il n'en peut être fait application; [...]”.

2. Het ontworpen besluit strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’, met het oog op het invoegen daarin van de regels met betrekking tot de accrediteringsvoorwaarden en de accrediteringsprocedure, overeenkomstig artikel 36bis, § 1, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994. Bij talrijke bepalingen van het ontwerp, inzonderheid bij de ontworpen artikelen 122octies/1 (lees: 122octies/1^{er} in de Franse tekst), § 1 en § 3, 122octies/2, § 1 en § 2, 122octies/4 en 122octies/6, eerste lid, wordt echter een bevoegdheid van reglementaire aard opgedragen aan de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen.

Die bepalingen bevatten machtigingen die niet mogen worden verleend aan een openbare instelling, die geen politieke verantwoordelijkheid heeft ten aanzien van de Kamer van volksvertegenwoordigers, en moeten bijgevolg aan de minister worden verleend.

Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

3. De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt onder voorbehoud van de voorgaande algemene opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid dient het woord ‘inzonderheid’ te worden weggelaten.¹

In de Franse tekst van hetzelfde lid moet het woord “dans” worden vervangen door het woord “par”.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27, b), voetnoot 61.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. In artikel 1 van het ontwerp dienen de woorden “de titel” telkens te worden vervangen door de woorden “het opschrift”.
2. In hetzelfde artikel moeten de woorden “van hoofdstuk I van titel II” worden ingevoegd tussen de woorden “van de afdeling XIV” en de woorden “van het koninklijk besluit”.

Artikelen 2 tot 4

Het dispositief is het gedeelte van een tekst dat de regels bevat die de rechtsordening wijzigen.²

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp bevatten als dusdanig geen reglementaire bepalingen die de rechtsordening wijzigen, maar strekken uitsluitend tot het nader omschrijven van de reorganisatie van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 in het licht van de wijzigingen die daarin bij het voorliggende ontwerp worden aangebracht.

De artikelen 2 en 3 zijn niet toelaatbaar in het dispositief van het ontwerp aangezien ze, zoals ze zijn gesteld, geen normatieve strekking hebben.

De reorganisatie van afdeling XIV kan op volgende wijze worden weergegeven:

1° Vooreerst dienen de artikelen 2 en 3 van het ontwerp te worden vervangen door de volgende bepalingen:

“Art. 2. Tussen het opschrift van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, en de ondertitel ‘A. Accrediteringsorganen voor artsen’, ingevoegd bij hetzelfde koninklijk besluit, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd met als opschrift ‘Onderafdeling 1. Accreditering van de artsen’.

Art. 3. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 2, wordt na artikel 122octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 april 2001, een ondertitel B ingevoegd met het opschrift ‘B. Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts’, waarbij de huidige ondertitel B (‘Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen’) onderafdeling 2 wordt, met als opschrift ‘Onderafdeling 2. Accrediteringsorganen voor tandheelkundigen’, van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit.”

2° Vervolgens dient de inleidende zin van artikel 4 te worden gesteld als volgt:

“In ondertitel B (‘Voorwaarden en procedures voor de individuele accreditering van de arts’) van onderafdeling 1 van afdeling XIV van hoofdstuk I van titel II van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 3, worden de volgende bepalingen ingevoegd:”.

² *Ibid.*, aanbeveling 44.

Met dat al is het aan de steller van het ontwerp om, voor de accreditering van de tandheelkundigen, te overwegen bepalingen aan te nemen waarvan de strekking vergelijkbaar is met die van het ontwerp.

Artikel 4

Ontworpen artikel 122octies/1³

1. In paragraaf 1, eerste lid, moeten de bolletjes worden vervangen door een opsomming;⁴
2. In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, moet de dubbelepunt worden weggelaten. Deze opmerking geldt eveneens voor het derde lid.
3. In paragraaf 2 dienen de woorden “zijn en” te worden weggelaten. In de Franse tekst moet het woord “en” worden vervangen door het woord “d’ ”.

Ontworpen artikel 122octies/2

1. De indeling van artikel 122octies/2 in paragrafen dient te vervallen, aangezien elke paragraaf maar één lid bevat.⁵
2. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, behoort de afkorting “art.” te worden vervangen door het woord “artikel”. Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Ontworpen artikel 122octies/3

1. In het eerste lid dienen de woorden “van 12 maanden” te worden weggelaten.
2. In het tweede lid dient het woord “voorgaande” telkens te worden vervangen door het woord “eerste”.

Ontworpen artikel 122octies/5

1. Opmerkingen met betrekking tot het gehele artikel:
 - a) de woorden “De accrediteringsperiodes worden toegekend overeenkomstig de volgende modaliteiten” dienen te worden weggelaten;

³ In de Franse tekst schrijve men naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst “article 122octies/1”.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 58.

⁵ *Ibid.*, aanbeveling 57.3.

b) het is niet dienstig om een opschrift te geven aan een onderdeel van een artikel;⁶ bijgevolg dient het opschrift van de paragrafen 1 tot 5 van het ontworpen artikel 122octies/5 te worden weggelaten.

2. Met betrekking tot paragraaf 1:

a) de punten “1.” en “2.” dienen te worden weggelaten;

b) in het eerste lid dienen de woorden “startersaanvraag” te worden vervangen door de woorden “accrediteringsaanvraag voor de aanvang van hun activiteit”; deze opmerking geldt voor de gehele paragraaf 1;

c) in de Franse tekst van hetzelfde lid dienen de woorden “qui suit l’obtention de leur agrément” te worden weggelaten;

d) in de Franse tekst van het derde lid dient het woord “après” te worden vervangen door de woorden “suivant leur agrément”;

e) in hetzelfde lid dienen de woorden “van die” te worden ingevoegd tussen de woorden “die bijkomende opleiding of”, waar die voor het eerst voorkomen in dat lid, en de woorden “beroepsactiviteit”;

f) in hetzelfde lid dient het woord “startersaanvraag” te worden vervangen door de woorden “accrediteringsaanvraag voor de aanvang van hun activiteit”;

g) in het vierde lid wordt bepaald dat de accrediteringsperiode aanvangt “op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de Dienst de aanvraag tot accreditering en het erkenningsbesluit heeft ontvangen.”; volgens de informatie die is verkregen van de gemachtigde van de Minister gaat het om cumulatieve voorwaarden; die precisering dient te worden opgenomen in de tekst van het ontwerp, des te meer daar een arts een accrediteringsaanvraag kan indienen vanaf de dag van zijn erkenningsaanvraag, dus op het moment dat zijn erkenningsbesluit nog niet is goedgekeurd;

h) de gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat in het vijfde lid enkel naar paragraaf 1, derde lid dient te worden verwezen.

3. Met betrekking tot paragraaf 2:

a) in het eerste lid dienen de woorden “die niet vallen onder de voorwaarden bepaald door § 1” te worden vervangen door de woorden “die zich niet bevinden in de aanvangsperiode van hun activiteit in de zin van paragraaf 1”;

b) in het derde lid dienen de woorden “voor de gevestigde artsen” te worden ingevoegd tussen de woorden “De accreditering” en de woorden “wordt toegekend”.

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 57.4.

4. Met betrekking tot paragraaf 3:

- a) in het eerste lid vervange men het woord “Een” door het woord “De”;
- b) in hetzelfde lid dienen de woorden “toegekend overeenkomstig §1, §2, §4 of onderhavige paragraaf” te worden weggelaten.

5. Met betrekking tot paragraaf 4:

- a) in het derde lid dienen de woorden “niet werd” te worden vervangen door de woorden “niet wordt”;
- b) Voorts heeft de gemachtigde van de Minister om uitleg gevraagd over het orgaan bedoeld in artikel 122octies/5, § 4, vijfde lid, geantwoord dat het gaat om de Commissie van beroep. Die is echter niet bevoegd voor accrediteringsaanvragen; zij doet enkel uitspraak over beroepen tegen de beslissingen van de Accrediteringsstuurgroep, overeenkomstig artikel 122octies, § 4, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996; door de woorden “Elke aanvraag voorgelegd” te vervangen door de woorden “Elk beroep voorgelegd” zou de tegenstrijdigheid tussen het ontworpen lid en het voornoemd artikel 122octies, § 4, verholpen kunnen worden.

6. Met betrekking tot paragraaf 5:

- a) in het eerste lid dienen de woorden “In uitzondering op §§ 3 en 4” te worden weggelaten; voorts dient de steller van het ontwerp toe te zien op de correcte syntaxis van de Nederlandse tekst van het aldus gewijzigde lid;
- b) in hetzelfde lid dienen de woorden “die reeds genieten van een pensioen” te worden vervangen door de woorden “die al op pensioen gesteld zijn”;
- c) in hetzelfde lid dienen de woorden “een pensioensaanvraag” te worden vervangen door de woorden “een aanvraag tot oppensioenstelling”;
- d) in het tweede lid dienen de woorden “Deze verlenging van een bestaande accreditering toegekend overeenkomstig §1, §2, § 3 of een hernieuwing” te worden vervangen door de woorden “De verlenging of de hernieuwing van een accreditering, bedoeld in het eerste lid”;
- e) in hetzelfde lid dient het woord “daarenboven” te worden weggelaten.
- f) in hetzelfde lid dient het woord “werd” te worden vervangen door het woord “wordt”.
- g) in het derde lid dienen de woorden “niet werd” te worden vervangen door de woorden “niet wordt”.
- h) in het vijfde lid dienen de woorden “bedoeld in het eerste lid” te worden ingevoegd tussen de woorden “De verlenging of hernieuwing” en de woorden “wordt toegekend”.

Ontworpen artikel 122octies/6

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 122octies/6, haalt de steller van het ontwerp de gronden voor schorsing en de gronden voor vrijstelling van de accreditering door elkaar. Ter wille van de duidelijkheid dienen in de Franse tekst van het ontworpen artikel 122octies/6, eerste en tweede lid, de woorden “d'exemption” telkens te worden vervangen door de woorden “de suspension”.

Indien de steller van het ontwerp wenst te voorzien in gronden voor de vrijstelling van de accrediteringsverplichting, dient hij zulks te doen in een bepaling die losstaat van het ontworpen artikel 122octies/6.

Ontworpen artikel 122octies/7

1. Met betrekking tot paragraaf 1, tweede lid, lijkt het tegenstrijdig om te wachten tot de maand die volgt op het einde van een accrediteringsperiode om de begunstigde vervallen te verklaren van zijn recht er aanspraak op te maken. De grondregel zou moeten zijn dat het verval ingaat op de dag die volgt op de dag waarop aan de betrokken arts van de vervallenverklaring kennis is gegeven.

Aangezien er daarentegen in wordt voorzien dat de vervallenverklaring terugwerkende kracht kan hebben, doet ze noodzakelijkerwijs afbreuk aan de verworven rechten. Om te voorkomen dat de vervallenverklaring enige terugwerkende kracht zou hebben, moeten in het tweede lid de woorden “en kan retroactief worden vastgesteld zonder afbreuk te doen aan verworven rechten” dan ook worden weggelaten.

2. De ontworpen paragraaf 2 heeft niet dezelfde strekking als paragraaf 1 en moet een afzonderlijk artikel vormen met als nummer 122octies/8. Ingevolge die opmerking moet de vermelding “§ 1” worden weggelaten.

3. In dezelfde paragraaf, die artikel 122octies/8 wordt, moeten de woorden “een volledig of gedeeltelijk toekenning” worden vervangen door de woorden “een volledige of gedeeltelijke accreditering”.

Ontworpen artikel 122octies/8

Bij het ontworpen artikel 122octies/8 worden de bepalingen van het ontwerp met betrekking tot de accrediteringsprocedure “mutatis mutandis toepasbaar [gemaakt] op de apothekers-biologen met een RIZIV-nummer dat met 68 begint.”.

Artikel 36bis, § 1, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, dat de enige rechtsgrond vormt voor het ontworpen besluit, stelt inzonderheid dat de Koning “de voorwaarden en de procedure [bepaalt] overeenkomstig dewelke een regeling inzake accreditering van sommige geneesheren wordt ingesteld”.

Daaruit volgt dat die bepaling enkel betrekking heeft op de accrediteringsregels van bepaalde artsen en niet op die van de apothekers-biologen.

Op een vraag hierover heeft de gemachtigde van de Minister toegegeven dat geen enkele rechtsgrond het mogelijk maakte de in het ontwerp van koninklijk besluit vervatte regels toepasselijk te maken op de apothekers-biologen, zelfs al worden die laatsten, *de facto*, al verscheidene jaren gelijkgesteld met artsen.

Hoe dan ook kan de ontworpen regelgeving bij gebrek aan rechtsgrond niet toepasselijk worden gemaakt op de apothekers-biologen.

Het ontworpen artikel 122octies/8 dient te vervallen.

Artikel 6

Hoewel momenteel dezelfde minister bevoegd is voor zowel Volksgezondheid als Sociale Zaken, dient overeenkomstig artikel 36bis, § 1, eerste lid, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 6 te worden gesteld als volgt:

“De minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT